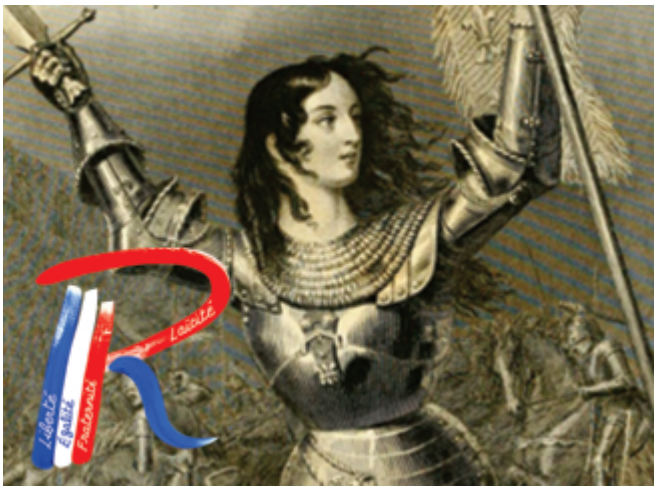
Ne laissez pas de côté la question sociale, pas celle de Mélenchon bien sûr

écrit par Monsieur K | 7 juin 2016



Ce que nous dit Villeneuve est très important, et je regrette que cela suscite si peu de réactions dans le lectorat.

Certes, les questions prioritaires sont la reconquête de notre indépendance nationale et de notre indépendance civilisationnelle face à l'Islam (et pas seulement face à ce cancer), mais la question sociale et celle du syndicalisme en particulier sont essentielles, et sont d'ailleurs liées avec celles que je viens de citer.

Jusqu'au début des années 70 on était encore dans une ère « fordienne », ou keynesienne : le capitalisme trouvait avantage à ce que la masse du peuple dispose d'un pouvoir d'achat décent de façon à former un marché solvable en expansion continue. C'étaient les beaux jours des 30 glorieuses, de la société de consommation, de la sociale-démocratie, du niveau de vie en hausse constante etc.

Cela a pris fin d'abord avec la maudite loi Pompidou-Giscard de 1973, aggravée 20 ans plus tard par le funeste traité de Maastricht, qui ont livré la création monétaire aux banques.

L’économie dépendait auparavant des industriels, qui avaient intérêt à ce que la production nationale satisfasse les besoins des consommateurs ; elle est peu à peu passée entre les mains des financiers, qui ont intérêt à ce que l’État soit le plus endetté possible pour que les contribuables se saignent afin de rembourser cette fichue dette en gonflement permanent !

Parallèlement, tout protectionnisme a été progressivement aboli, au point que toute hausse de salaires se traduit par des importations supplémentaires de camelote asiatique, et donc par une détérioration de la balance des paiements. D’où le « tournant de la rigueur » de 1983. Nous savons depuis lors que politique sociale généreuse et frontières ouvertes sont rigoureusement antinomiques. C’est l’un ou l’autre !

Et là-dessus, l’immigration. Si on ajoute les chômeurs venus d’ailleurs (jusqu’à 60% chez les Africains !), les familles nombreuses, les assistés en tous genres et les emplois de complaisance (« animateurs de quartiers »), on doit être en présence d’une population parasitaire à plus de 80%. Cela a un coût.

Nos gouvernants le savent quand même. Donc, pour limiter l’effet pompe aspirante, on réduit sans cesse le niveau des prestations sociales. Pour les soi-disants réfugiés, c’est l’accès à un niveau de vie sans comparaison avec celui des pays musulmans. Mais pour les chômeurs d’ici, c’est un appauvrissement constant. Le but à peine caché du mondialisme est de faire en sorte que les travailleurs européens soient compétitifs par rapport à ceux du Bengla-Desh.

Songez que mécaniquement, par le jeu des gains de productivité, le pouvoir d’achat effectif moyen devrait augmenter d’une moyenne de 1 à 3% l’an. Mais depuis 20 ans, alors que tout l’appareil productif a été envahi d’ordinateurs, il stagne ou régresse pour la grande masse des citoyens. Il y a un défaut quelque part ! Son nom :

mondialisme financier et migratoire, les deux marchent ensemble.

Inutile de poursuivre le développement : vous avez tous compris quel genre de politique les syndicats, s'ils avaient vraiment à cœur les intérêts de leurs mandants, devraient préconiser. Comme je suis du genre optimiste, je suis persuadé que peu à peu ils ouvriront les yeux (Mélenchon, jamais ; pour lui c'est désespéré).